<u>Disparition de Henri Frenay-un soldat</u> <u>precursseur de la Resistance</u>

Category: 1940-1944 : Résistances en France, 2ème Guerre Mondiale (1939-1945), Extraits de bulletin, Henri Frenay 29 octobre 2021

Le 6 août 1988, Henri Frenay s'est éteint à Porto-Vecchio, où il résidait avec son épouse d'origine Corse. La Presse, la Radio, la T.V. ont, en général, rendu un juste hommage à ce grand Français qui a marqué l'histoire de la Résistance de sa forte et généreuse personnalité.

Hommage insuffisant à mon sens, car qui peut vanter d'avoir sur le sol de France, dès juillet 1940, sacrifié sa carrière de militaire, risqué sa liberté et sa vie, pour se lancer à corps perdu dans la lutte contre l'envahisseur?

Je fus témoin de son engagement, de sa volonté farouche, de sa foi en la France. Il était mon ami. Depuis ce jour d'octobre 1925 où la tradition saint-cyrienne a fait de lui mon initiateur dans le métier des armes, nous ne nous sommes jamais perdus de vue.

Il fut pour moi un « ancien » attentif et fidèle, toujours prêt à m'aider dans ma vie de soldat. J'ai dit dans « <u>Services Spéciaux 1935-1945</u> » ce que furent nos destinées après la défaite de 1940. Pour nous deux le combat continuait.

Lui, décidé à quitter l'Armée pour échapper à sa discipline et agir librement contre l'occupant. Moi, décidé à rester dans l'Armée pour en utiliser les ressources et pour suivre notre mission de Défense. Choix crucial.

Il comprit mes motivations et celles de mes camarades. Ce fut, dès lors, entre nous, une collaboration confiante qui ne se démentit jamais des intrigues partisanes et des rivalités de personnes. En France comme en A.F.N., de 1940 à 1945.

<u>Hommage à Roger WYBOT</u>

Category: Affaire Enigma, Europe de l'Ouest, Extraits de bulletin, Hommages et discours, Renseignement, Roger Wybot (Roger Warin), Services allemands 29 octobre 2021

J'arrivais à la dernière phrase de sa lettre du 18 septembre 1997, écrite d'une main tremblante lorsque l'annonce brutale de sa fin m'a fait mal.

Nous étions amis depuis 57 ans. Cette affirmation surprendra surtout ceux qui jugent superficiellement des hommes et se délectent à les opposer. L'estime réciproque, les mêmes

sentiments de civisme, les engagements sans retour dans une même idéologie patriotique, tels étaient les fondements de notre amitié.

Elle a résisté aux épreuves de la vie, comme au temps et à l'éloignement. J'ai connu Varin (alias Wybot) au soir de la débâcle de juin 1940. Lieutenant d'Artillerie, il avait été remarqué par le Colonel Groussard et affecté par lui au groupe de protection du Maréchal Pétain dont la motivation réelle était de s'opposer à l'envahisseur. Ainsi fut-il en décembre 1940 l'exécuteur de l'élimination de Pierre Laval au pouvoir. Sous la pression des autorités allemandes, le groupe de protection fut dissous et Varin mis à la disposition du Colonel d'Alès qui constituait les B.M.A. avec un personnel choisi en raison de sa valeur et de ses sentiments patriotiques.

Affecté à Marseille dans le poste le plus important de cette formation nouvelle, Varin-Wybot me fut signalé au début de 1941 par le Commandant Jonglez de Ligne, chef du B.M.A. comme un officier de grand choix, ardent, mal à l'aise dans une organisation statique et plein d'admiration et d'envie pour les activités clandestines du réseau T.R. que je dirigeais.

Nos premiers contacts scellèrent notre amitié. J'aimais sa farouche détermination, sa franchise parfois brutale, sa volonté d'être tout de suite au combat direct contre l'ennemi. Il fut séduit par nos méthodes d'action, les résultats que nous avions déjà obtenus et sans doute aussi par la passion avec laquelle je lui exposais nos objectifs ainsi que mes vues prospectives pour la délivrance de notre pays et l'organisation de sa sécurité.

L'occasion de satisfaire le désir de Wybot me fut offerte en novembre 1941. Je lui proposais de prendre à Paris la direction de notre antenne T.R. 112 bis devenue vacante à la suite de l'arrestation de son chef par l'Abwehr.

Il a exposé lui-même la suite de sa destinée en ces termes : "J'avais été choisi par Paillole, grand maître du Renseignement pour être une de ses antennes à Paris. Je concevais ma mission comme devant être liée avec Londres où un télégramme de l'un de mes adjoints me conviait pour rencontrer de Gaulle. "Ce que je fis. Dans ma conversation avec le Chef de la France Libre, je lui ai dit qu'il y avait fort peu de gaullistes en France. Il me répondit que j'étais trop intoxiqué par Vichy et que je devais diriger mon réseau depuis Londres. Ce qui n'avait aucun sens."

Il décida que je ne repartirai pas en France et m'affecta au S.R. de Passy. " Le 18 décembre 1941, je proposais à Passy de remplacer son petit S.R. par un vaste B.C.R.A. dont je lui donnais un projet d'organigramme. " Passy accepta ainsi que le Général et dès 1942, le B.C.R.A. remplaça le S.R. en changeant de local, passant de la rue Saint-James à l'immeuble de Duke Street dont j'occupais le 3eme étage avec mon nouveau service de C.E. " Pendant près d'un an je dirigeais ce service dont je démissionnais fin 1942."

Le 16 décembre 1942, je voguais en convoi sur l'océan pour me rendre à Beyrouth et recevoir une affectation comme Capitaine au Premier Régiment d'Artillerie de la Première D.F.L. commandée par Koenig ".

Au cours d'une escale à Alger, Wybot tint à me rencontrer. C'était en avril ou mai 1943. Il avait belle allure dans son uniforme d'officier et témoignait toujours à mon égard d'une respectueuse amitié.

Il m'exposa son expérience peu concluante dans le B.C.R.A. et sa satisfaction de servir dans une unité combattante. Je lui proposais de le reprendre et de réaliser avec moi ce qu'il n'avait pu réaliser à Londres.

Dans les rapports trop distants que nous entretenions avec Passy à cette époque, j'entrevoyais ainsi une amorce de clarification et d'union. Son refus fut courtois, mais catégorique. Je ne le revis qu'en octobre 1944 alors qu'André Pelabon, nommé Directeur de la Sûreté Nationale au Ministère de l'Intérieur, lui proposait de remettre d'aplomb la surveillance du territoire totalement dissoute en France occupée depuis novembre 1942. Le challenge le séduisait.

On sait avec quelle ardeur et quelle efficacité il a dirigé ce grand service pendant quinze ans, laissant le souvenir d'un haut fonctionnaire d'autorité, redoutable pour les uns, énigmatique pour d'autres, mais toujours intransigeant lorsqu'il y allait de la sécurité de la France et de son avenir.

J'avais quitté l'armée. Je ne le voyais que très rarement mais j'ai le souvenir de son appel téléphonique d'un soir tragique où la République chancelait dans les déboires de la guerre d'Algérie: "Mon Colonel, nous sommes le dos au mur, on ne peut plus reculer, faites quelque chose!"...

Depuis quelques années nos rapports s'étaient faits plus fréquents. Sa voix altérée par un mal incurable essayait de m'interroger sur les événements. Il s'intéressait à tout, avec une intelligence aiguë et profonde. Sachant que je souffrais d'un zona, il me fit un cours d'acupuncture qu'il conclua en m'adressant le livre qu'il avait écrit avec une compétence reconnue par les plus grands maîtres de cette spécialité.

Il s'est éteint dans la nuit du 25 au 26 septembre 1997, laissant allumée sa lampe de chevet aux côtés de la liste de ses amis dont j'étais.

Une délégation de l'A.A.S.S.D.N. avec son drapeau, assistait aux obsèques de Roger Wybot, le 1er octobre 1997 aux Invalides.

Marie Bell - Hommage

Category: Europe de l'Ouest, Extraits de bulletin, Général Guy Schlesser, Services allemands 29 octobre 2021

Elle est décédée la veille de sa fête : le 14 août 1985. La presse, la radio, la télévision ont rendu hommage à son grand talent d'artiste du théâtre et du cinéma, à la tragédienne inégalable qu'elle fut pendant tant d'années à la Comédie Française et sur les scènes du monde entier, à la femme au tempérament exceptionnel, intuitive, passionnée, généreuse,

éprise de panache et de grandeur.

Nul n'a dit et c'est dommage, que la rosette de la Légion d'Honneur dont elle était si fière témoignait de ses mérites culturels, certes, mais aussi de ses qualités civiques et des services qu'elle avait rendus à la France de 1935 à 1945, tout particulièrement pendant l'Occupation.

C'est Schlesser, alors chef de la section allemande de notre S.R. qui avait eu l'idée d'utiliser les comédiens français à l'occasion de leurs déplacements à l'étranger. Il en fut ainsi de Marie Bell.

Peu après mon arrivée au 2 bis, Schlesser me l'avait présentée. Elle revenait de Berlin où elle avait eu l'habileté de nouer des contacts avec Goering, féru de théâtre et Goebbels séduit par son charme et sa beauté.

Le serment de Bon Encontre

Category: Extraits de bulletin, Général Louis Rivet

29 octobre 2021

Il y aura cinquante ans, en juin 1990, que notre pays subissait la défaite la plus humiliante et la plus totale de sa longue histoire. Ce cinquantenaire tragique revêt cependant pour nous les Anciens des Services Spéciaux une signification autre que celle du souvenir d'une catastrophe dans la désespérance.

N'oublions jamais que grâce à la force d'âme du Colonel Rivet et de ses proches collaborateurs, parmi lesquels figurait un certain Capitaine Paillole, nos Services n'ont jamais cessé de faire la guerre à l'Allemagne nazie et à l'Italie fasciste.

Le 25 juin 1940, ce jour de deuil pour la France vaincue, demeure pour les Anciens du 2 bis repliés au Séminaire de Bon Encontre près d'Agen un jour d'espérance et, en fin de compte, de gloire. " La mission du Service n'est pas terminée " avait dit le Colonel Rivet.

Cette phrase est de la même veine que l'admirable " Messieurs, la guerre continue " du Général de Castelnau. Prononcée le jour même où entrait en vigueur un Armistice prescrivant la dissolution des Services Spéciaux elle ne constituait pas un simple défi à l'adversité.

C'était un ordre de contre-offensive générale donnée à une poignée d'hommes et de femmes par un grand chef qui ne se contentait pas de refuser de déposer les armes mais qui lançait ses maigres troupes dans une aventure prodigieuse préfigurant le succès final.

L'aspect prodigieux de cette aventure résidait dans le fait que, pour la première fois dans l'histoire des Services Spéciaux jusque-là auxiliaires précieux du Commandement en temps de

paix comme en temps de guerre, se permettaient de prendre une initiative inouïe, celle de se lancer dans le combat de leur propre gré.

Que plus tard, quelques rares grands chefs, tel le Général Weygand, aient pris sur eux d'encourager et de couvrir cette initiative ne change rien au fait qu'un simple colonel en ait été l'inspirateur et le seul responsable.

Un demi-siècle plus tard, nous, les rescapés de l'aventure, et les jeunes qui sont venus grossir les rangs de notre Association, nous nous devons de commémorer ce jour glorieux de notre histoire (1).

Certes il ne s'agit pas de l'ériger en une de ces dates marquées en rouge sur les calendriers officiels. La commémoration doit être discrète comme il sied dans des Services Spéciaux dignes de ce nom.

Ayons tous, ce jour-là, une pensée ardente pour le repos de l'âme du Général Rivet et de ses subordonnés disparus et réjouissons-nous de ce que, grâce à notre Mémorial, les noms de nos morts glorieux se perpétuent dans la mémoire des Français.

Par la même occasion, remercions le ciel d'avoir toujours à notre tête un survivant exceptionnel de ce 25 juin 1940, notre Président National, le Colonel Paul Paillole, et souhaitonslui de longues années de santé et de vigueur à la tête d'une Association qui lui doit tout.

Du renseignement a l'Armee de metier

Category: Extraits de bulletin, Renseignement

29 octobre 2021

Confiant dans notre parapluie nucléaire, le Président de la République a lancé une autre bombe.

Le 22 février 1996, il a annoncé pour 2001 la fin de la conscription et la création d'une Armée de métier, apte à projeter hors de France, un corps d'intervention moderne de 50 à 60.000 hommes.

Reste ouverte la transformation du Service National, obligatoire ou volontaire.

Une certitude, le maintien, voire l'amplification de l'effort en faveur du Renseignement. Nous verrons que déjà, pour 1996, les faits confirment cet engagement.

Notre association ne saurait être indifférente à une réforme aussi fondamentale et dont notre éditorial expose avec humour les étapes et quelques conséquences.

J'imagine que notre Assemblée Générale se fera l'écho des réactions qu'elle inspire.

Mon propos, ici, est d'essayer d'éclairer le débat et de formuler mes premières réflexions.

Le Service National

Et d'abord entendons-nous sur le sens des mots ainsi que sur la situation actuelle du Service National.

C'est une loi du 21 mars 1905 qui l'a institué. Tous les Français y sont astreints. Il est égal pour tous et l'accomplir est un honneur.

L'Armée mobilisée en 1914 sous ces principes diffusés par un corps enseignant imprégné de civisme et de patriotisme, fut celle de Verdun et de la Victoire du 11 Novembre 1918.

La loi de 1965, respectant ces grands principes, a actualisé le Service National; aujourd'hui remis en cause.

Nous devons nous souvenir de ce qu'il est, même s'il est facile de se gausser de ses imperfections et de ses dévoiements:

Tous les Français de 18 à 50 ans y sont assujettis. Ses composants sont au nombre de quatre:

- Le Service Militaire qui comprend le service actif dans l'Armée (actuellement 10 mois), la disponibilité et les réserves.
- Le Service de Défense, levé en cas de mobilisation ou de mise en garde de la Nation. Les assujettis à ce service sont soumis aux règles de la discipline militaire.
- Le Service d'Aide Technique, modalité du service actif pour faciliter le développement des D.O.M. et T.O.M.
- Le Service de Coopération qui permet de répondre aux demandes de certains états, généralement en voie de développement.

Trois forces découlent, entre autres considérations, de ce qui précède:

- La force stratégique nucléaire.
- La force de manœuvre et d'intervention.
- La force de défense opérationnelle du territoire.

Il est compréhensible que les progrès techniques des équipements et de l'armement aient imposé depuis 1965 jusqu'à 1996, c'est-à-dire en trente ans, une professionnalisation progressive de l'Armée, notamment dans les forces nucléaires, de manœuvre et d'intervention.

Cette professionnalisation est le fait de militaires de carrière et d'engagés volontaires. Elle est

prépondérante dans la Gendarmerie, l'Armée de l'Air et la Marine. Ainsi en 1996, sur 500.000 militaires, les appelés par conscription représentent 200.000 hommes, les "professionnels" sont 300.000.

Observons que l'Armée utilise — notamment dans ses services dits communs — 100.000 civils.

Certes, les principes fondamentaux du Service National ne sont plus strictement observés. Un nombre de plus en plus important de jeunes Français échappe à la conscription, tandis que beaucoup d'autres rejoignent l'Armée en traînant les pieds.

Les causes sont multiples : évolution des mentalités et manque d'esprit civique, diminution des effectifs nécessaires à une défense de plus en plus modernisée dans un contexte politique sans menaces extérieures affirmées et de plus en plus orientée vers des accords de paix internationaux et des alliances.

Je reviendrai sur cet aspect politico-diplomatique et les contraintes qu'il impose à la France.

A ce point de mon exposé, je ne veux pas cacher ma crainte de voir notre nation abandonner ce que Jean-François Deniau appelle la " notion de devoir ", sous les prétextes subalternes que j'expose.

J'ai regretté qu'une décision démagogique ait exclu les militaires du contingent de toute participation à la guerre du Golfe, pourtant présentée (hypocritement), comme une croisade contre une dictature et ses excès.

Ainsi s'amorçait cette discrimination scandaleuse qui pourrait confier le devoir de défendre sa patrie aux seuls "mercenaires" d'une Armée de métier.

A cette considération majeure qui me fait repousser toute idée d'abandon total de la conscription s'ajoute la nécessité plus évidente que jamais d'intégration des diversités régionales.

Je ne veux pas alourdir mon propos en démontrant que l'Armée demeure aujourd'hui l'ultime formation nécessaire à cette intégration, base fondamentale de notre défense.

Nos engagements extérieurs

Cette fin de siècle a vu nos forces armées intervenir hors de nos frontières dans des conditions confuses et avec des moyens inadaptés.

C'est la conséquence d'accords internationaux dont le flou ou la complexité ne sont guère accessibles qu'aux spécialistes du clair obscur diplomatique. Essayons cependant de dégager l'essentiel.

La France est un membre permanent du Conseil de Sécurité des Nations Unies (O.N.U.) au même titre que les quatre autres états détenteurs de l'arme nucléaire: Etats-Unis, Grande-Bretagne, Russie et Chine. C'est l'exécutif politique de l'O.N.U., dont les missions essentielles sont le règlement pacifique des différends et l'action (?) en cas de menaces contre la paix ou

d'agression.

Cette action a pour limites juridiques (art 2 - G 7) les compétences nationales. Elle peut être entravée par la règle de l'unanimité dans les décisions du Conseil de Sécurité (droit de veto).

Cette paralysie de l'O.N.U., le " machin "du Général de Gaulle, est à l'origine de ses défaillances et inspire le doute sur son efficacité.

L'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (l'O.T.A.N.) est une alliance créée en 1949 pour faire face aux menaces de l'Est, sauvegarder la Paix et la Sécurité des nations atlantiques.

C'est en fait à présent le bras séculier de l'O.N.U.

La France, tout en restant dans l'alliance, s'est retirée en 1966 de ses structures intégrées.

L'effondrement du régime communiste a transformé son comportement. Vecteur de l'influence primordiale des Etats-Unis, l'O.T.A.N. affirme sa vocation en Europe avec de plus en plus d'autorité (ainsi en ex-Yougoslavie). La France s'est incorporée dans cette force sans que soit reposé le problème de son intégration.

Situation ambiguë que le Traité de Maastricht est loin d'avoir clarifié. Son article J 4 donne à l'organisation européenne " compétence en matière de sécurité ", y compris en matière de défense. C'est l'Union de l'Europe Occidentale (U.E.O.) (1), pour le coup revigorée, qui devient la composante de défense de l'organisation européenne.

L'Europe, c'est normal, prétend désormais à l'unité et à l'autonomie politico stratégique. Elle entend assumer sa défense.

Pouvoirs publics et associations confirment en France cette volonté.

Le Ministre des Affaires Européennes déclare le 13 mars 1996 devant l'Assemblée Nationale ..." l'Union (européenne) doit faire naître une politique étrangère et de sécurité commune et digne de ce nom "...

L'association "Euro-Défense" qu'animent l'Amiral de Langres et notre camarade Pierre Schwed expriment le sentiment de l'Institut des Hautes Études de la Défense Nationale (I.H.E.D.N.) lorsqu'ils écrivent: ..." L'Union Européenne et l'U.E.O. sont dans le cadre du Traité de Maastricht, les éléments privilégiés de la mise en œuvre d'une politique commune de sécurité et de défense, en cohérence avec l'Alliance Atlantique "...

Déjà le corps d'armée européen (France, Allemagne, Belgique, Luxembourg, Espagne) et le possible concours de notre arme nucléaire à la défense de l'Europe, marquent bien la concrétisation de la mission fondamentale de l'U.E.O. (art. 5 du traité) qui l'institue ..." porter aide et assistance par tous les moyens "...

Force est de constater les rivalités de compétence en Europe : O.T.A.N., U.E.O. et pourquoi pas l'O.N.U., sans oublier l'O.S.C.E. (Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe).

Autre ambiguïté: les limites de l'intervention de ces forces internationales. Où commence la possible ingérence dans les affaires des Etats?

Notre Ministre Charles Millon a résumé les graves problèmes posés par les résolutions des crises et des conflits extérieurs : ... "définir des objectifs clairs et réalistes, préciser les rôles de l'O.N.U., de l'O.T.A.N., de l'U.E.O., tout en gardant une ambition européenne en cohérence avec une politique de défense commune "...

Les réponses à ces problèmes constituent, à mon sens, les préalables indispensables à la définition de la Force Française d'Intervention.

Les réponses peuvent être variables en fonction des zones sensibles où l'action internationale peut être engagée.

Le rôle du Renseignement devient ici capital.

Le Renseignement

C'est le Renseignement qui décèle les menaces, c'est lui qui avertit des risques.

Il est l'animateur fondamental de la Défense et de la Sécurité.

Vaste mission pour les services spéciaux français que sont la D.G.S.E., la D.P.S.D., la D.R.M. et la D.S.T.

"Vous aviez un champ d'action bien déterminé et des objectifs précis. Notre champ d'action est sans limite et nos objectifs sont diffus "... Ainsi s'exprimait l'un de mes camarades de la D.G.S.E., il y a guelques jours.

Je relevais au début de cet exposé l'intérêt accru que portaient le Président de la République et le gouvernement au Renseignement.

En dépit d'une situation économique préoccupante, le budget de 1996 marque cette volonté d'une façon positive en maintenant à leur niveau, sinon en en augmentant, les crédits financiers de nos services spéciaux.

En dehors de l'action essentielle de ces services au bénéfice de la France et de ses intérêts dans le monde, ils ont la charge de collaborer avec leurs homologues alliés, européens (essentiellement) au profit des politiques extérieures communes. Nous avons vu, et nous le retiendrons, qu'elles sont loin d'être claires et structurées.

En résumé

Les lecteurs ont compris mes réserves à l'égard d'une réforme radicale qui supprimerait toute obligation de "devoir" aux citoyens de ce pays.

Ils ont compris que la définition d'un corps moderne d'intervention ne pouvait utilement se concevoir sans une définition satisfaisante des motifs d'action et des responsabilités respectives de chacun des partenaires internationaux.

Ils ont encore compris que l'évolution rapide et profonde de la science et des techniques, impose la professionnalisation de plus en plus accentuée de l'Armée.

Mais à côté de cette Armée professionnelle, complétée par des engagés volontaires, il faut veiller à la défense territoriale, aux besoins inéluctables d'effectifs instruits, pour faire face à des crises graves.

Je n'aime pas le service civique obligatoire, sorte de travail forcé que condamne d'ailleurs la Convention Européenne des droits de l'homme.

Je n'aime pas davantage le service civique volontaire dont il est aisé de comprendre les aléas de son recrutement, sauf à en forcer l'intérêt par des salaires incompatibles avec la notion de "service volontaire "... et nos finances.

Je pense en complément de l'Armée de métier, à une formation militaire de base pour tous les Français, réduite à quelques mois (3 ou 4) d'instruction, complétée par de courtes périodes de réserve...

Je pense surtout qu'il faut réfléchir, procéder par étapes, notamment en fonction des affirmations plus éclairantes de nos éventuels engagements militaires extérieurs.

En bref:

- Ne pas céder aux pulsions déraisonnables d'une jeunesse mal instruite et des milieux antimilitaristes traditionnels.
- Redonner aux Français, avec l'orgueil d'une Armée rénovée et moderne, la notion de devoir envers leur patrie.

<u>A L'OMBRE DE WALL STREET -</u> <u>Complicités et financements soviéto-nazis</u>

Category: 1930-1935,1935-1940,1940-1942,2ème Guerre Mondiale (1939-1945),Amérique du Nord,Europe de l'Est,Europe de l'Ouest,Extraits de bulletin,Géopolitique,Services allemands,Services de l'Est 29 octobre 2021

Pierre de Villemarest

A L'OMBRE DE WALL STREET

COMPLICITÉS ET FINANCEMENTS SOVIÉTO-NAZIS



Sous ce titre, notre camarade Pierre de Villemarest publie un ouvrage consacré à l'étude du financement de la révolution bolchevique et de la survie de l'U.R.S.S. jusqu'en 1990 par des banques et firmes étrangères, voire même américaines.

Pendant la deuxième guerre mondiale cette coopération financière internationale avec l'Allemagne comme avec les soviets, nous est révélée avec tous ses aspects scandaleux et sordides.

Pierre de Villemarest, ancien de notre réseau Kléber, patriote intransigeant, s'est spécialisé depuis 1950 dans l'étude des pays de l'Est et plus particulièrement sur l'U.R.S.S. elle-même. Chroniqueur très apprécié dans divers journaux et publications nationales, sa compétence fait autorité en France et dans plusieurs pays voisins.

Nos camarades liront avec intérêt ces nouvelles révélations sur un monde "faisandé" dont les responsabilités mériteraient l'attention des historiens et de la justice

Voir la fiche du livre

Le Livre "Histoire de la resistance" du Professeur François-Georges DREYFUS

Category: 1940-1944 : Résistances en France,2ème Guerre Mondiale (1939-1945),Extraits de bulletin,Renseignement 29 octobre 2021

Préfacé par l'Abbé René de Maurois, compagnon de la Libération, l'ouvrage de notre camarade F.-G. Dreyfus se caractérise par son objectivité, son impartialité et son courage.

En cela, il se différencie de tant d'autres auteurs qui ont traité de la Résistance depuis la libération, en imprégnant leurs œuvres d'idéologie politique ou partisane, voire de tendances hagiographiques appuyées.

Avec tact, F.-G. Dreyfus aborde les aspects les plus délicats, parfois les plus controversés, du comportement des Français face à l'ennemi, face à la politique de Vichy, face aux épreuves des années d'occupation, face aux sollicitations des alliés.

D'un énorme travail de recherche et de documentation, il construit une synthèse de cette résistance aux multiples facettes. Y compris les plus humbles et les moins connues.

C'est ainsi que la résistance des militaires depuis juillet 1940, y compris celle de nos réseaux clandestins de renseignements, de contre-espionnage et de sécurité, apparaît à sa vraie place et dans sa vraie grandeur.

Professeur d'histoire contemporaine à la Sorbonne, ancien directeur du centre d'études

germaniques et de l'institut des hautes études européennes à Strasbourg, F.-G. Dreyfus, alors adjoint au Maire de Strasbourg, accueillait naguère chaleureusement nos camarades réunis en Congrès en Alsace.

L'A.A.S.S.D.N. retrouve dans son livre le souffle patriotique qui inspirait ses paroles et ses actes.

Il leur souhaite un plein succès dans l'intérêt de la Vérité Historique.

La Releve de Camelia arrive a Clermont Ferrand

Category: 1942-1945, Europe de l'Ouest, Extraits de bulletin, SERVICES SPECIAUX, Travaux ruraux

29 octobre 2021

Un artile de Colonel Xavier Bernard tire des archives du Colonel Paul Bernard son pere. Il relate l'arrivee a Clermont Ferrand en 1944 pour reprendre la direction de Camelia apres l'arrestation du Capitaine Mercier.

Ingerence ou Mediation?

Category: Extraits de bulletin,Intelligence économique 29 octobre 2021

Un article du Bulletin 226 Avril 2012 de Xavier Guilhou CEO de XAG conseil (cabinet specialise en prevention des risques) sur le devoir de proteger et la gestion des risques.

<u>L'Evolution des services de renseignement</u> français selon le General Pichot-Duclos

(1993)

Category: 1992-2000, Extraits de bulletin, Géopolitique, Renseignement

29 octobre 2021

La recherche de « Cette Sacrée Vérité » ne saurait exclure l'actualité et encore moins l'avenir. Ce titre se propose donc d'accueillir et de réunir les contributions traitant de nos préoccupations. Après la description de l'organisation et des moyens de notre renseignement, je voudrais maintenant dans une dernière partie, vous exposer les tendances qui se dessinent et les problèmes qui restent à résoudre.

Tendances et problèmes actuels

La nécessaire réforme du Renseignement s'inscrit dans le bouleversement des données stratégiques de ces dernières années.

Avec la fin du Pacte de Varsovie qui mobilisait toutes nos forces nous devions revoir tout notre système de défense puisque l'adversaire est désormais partout et nulle part et la menace multiforme. Il faut donc repenser le dispositif et redéployer les moyens dans un contexte d'intervention tous azimuts et de technologie galopante sans oublier que l'homme reste la donnée essentielle du combat. Exemples de cette apparente contradiction :

A deux ans d'intervalle, la guerre du Golfe a montré ce que pourrait être la guerre de l'espace (puisqu'un Patriote interceptait un Scud sur signal donné par un satellite alerté par le dégagement thermique du départ du coup), ceci tandis que la guerre des Balkans nous démontre chaque jour qu'un SNIPER peut paralyser l'O.N.U. Et puis, avons-nous déjà oublié que personne — sauf le Colonel Garder dont je salue ici la mémoire et la perspicacité prémonitoire — n'avait prévu l'effondrement proche de l'Empire Soviétique, ni percé les intentions réelles de Saddam Hussein?

Le Renseignement de demain dépend donc à la fois des ressources financières qui lui donneront les moyens techniques indispensables et de la qualité des hommes qui les serviront : il s'agit ici de l'homme de bon sens et de l'homme-ingénieur unis pour utiliser intelligemment les fantastiques possibilités de la technique. Telle est donc la première tendance lourde de l'époque.

La seconde tendance concerne la maîtrise de l'information elle-même dont l'abondance provoque la submersion des mémoires et la manipulation provoque la subversion des systèmes de référence. Ce n'est pas par hasard que les Britanniques, comme avant eux les Chinois, ont toujours associé la fonction « influence » à la fonction « Intelligence » « Renseignement ». Aujourd'hui, ce n'est plus seulement nécessaire, c'est indispensable à toute puissance qui veut survivre et pour ce faire doit maîtriser l'information, source du Renseignement.

Quant aux problèmes qui demeurent, ils sont chez nous d'ordre essentiellement culturel :

— Nous nous disons cartésiens mais quel décideur civil ou miliaire accepte de subordonner ses intuitions — nécessairement géniales — aux humbles exercices de l'esprit que sont l'analyse minutieuse, la comparaison difficile, les choix déchirants et la synthèse pragmatique?

Pour balayer devant notre porte, quel chef accepte de faire sienne la vieille formule du Général Bradley, génial organisateur du débarquement et qui disait « Mon deuxième bureau me dit ce que je dois faire, mon quatrième bureau me dit ce que je peux faire et moi je dis à mon troisième bureau ce que je veux faire. » Nous sommes cartésiens, soit, soyons aussi bradlésiens.

- Nous sommes aussi un peuple bavard mais nous ignorons trop souvent les langues étrangères. Un effort serait bienvenu, en particulier en arabe et en turc.
- Nous sommes un peuple de soldats, mais nous négligeons de méditer nos échecs et préférons célébrer de glorieuses défaites plutôt que de réfléchir à leurs causes et nous dire « plus jamais cela » en en conservant les enseignements.

Nous pourrions donc imaginer une fonction nouvelle qui serait celle de l'historien de la structure ou de l'Etat-major, que son rang comme sa compétence affranchirait des pesanteurs de la hiérarchie afin qu'il puisse dire : Cette solution ou cette absence de décision a déjà entraîné tel désastre...

Mais je rêve peut-être devant vous.

- Nous sommes un peuple prompt à la division : le Renseignement a besoin d'unité et de coordination. Ce problème n'est actuellement pas réglé dans le contexte politique.
- Il faudrait enfin que les décideurs, surtout les politiques, comprennent que la fonction du Renseignement est noble et que ses serviteurs ne sont les ennemis de personne, qu'ils sont seulement les humbles amis de la Vérité et qu'il faut leur donner les moyens de la faire jaillir.

C'est à ce prix qu'à la prochaine guerre du Golfe ou d'ailleurs, nous ne dépendrons plus du Renseignement des autres, fussent-ils nos alliés.